Pour une nouvelle direction, la rédaction d'un premier édito n'est pas sans enjeu. Le désir d'être porteur d'un discours positif, de ces bonnes nouvelles qui, de par leur effet performatif, parviennent à renforcer le collectif, est élevé. Mais force est de constater (avec satisfaction) que l'exercice n'est pas si difficile dans le cas du CENS. Les signes de la vitalité de notre laboratoire sont en effet nombreux.

JUIN 2022 • TRIMESTRIEL • CENTRE NANTAIS DE SOCIOLOGIE

En premier lieu, l'année 2021-2022 aura été très prolifique avec l'arrivée de 6 nouveaux doctorant·e·s, la plupart sur des financements de thèse propres. Cela dit beaucoup des efforts réalisés par les membres du CENS pour assurer l'avenir de notre discipline, mais cela nous engage aussi collectivement pour les accueillir et accompagner sur l'ensemble de la durée de leur thèse, et même au-delà dans le cadre de leur future insertion professionnelle.

Ce renouvellement des forces, comme celui de l'équipe de direction, est aussi l'occasion d'une réflexion plus large sur l'accueil de tous ceux et celles qui arrivent dans le laboratoire pour une courte ou une plus longue durée sous des statuts variables (personnel administratif, chercheur en délégation, chercheur CNRS, enseignant-chercheur, stagiaire, ingénieur d'études ou de recherche...). Dans ce cadre, le travail mené par Sara Rousseau pour proposer un « livret d'accueil du CENS » est un premier élément précieux.

La présente lettre montre aussi le dynamisme du laboratoire à travers les nombreux séminaires et journées d'études qui ont eu lieu cette année. Les déplacements et les participations aux manifestations organisées en dehors du CENS ont eux aussi repris comme en témoignent les nombreuses demandes de soutien financier en « bureau ».

On reconnaîtra dans les différents points qui viennent d'être évoqués non seulement des éléments d'actualité du CENS mais aussi certains des principaux chantiers (doctorat et doctorant·e·s, accueil de nouveaux chercheurs et chercheuses CNRS, accompagnement et stabilisation de l'équipe administrative et de gestion du CENS, dynamique de notre activité scientifique) qu'il nous semble devoir privilégier pour le mandat à venir.

Mais avant cela, et après ces deux années de réduction (pour ne pas dire de disparition) des moments de rencontres conviviaux, nous espérons vous retrouver nombreux à Pénestin, et conclure cette année dans la joie et la bonne humeur.

Romuald Bodin, Séverine Misset

Sommaire

A contract	44	
Actilalites.	censationnel	IDC

Retour sur la journée d'études du 7 avril Séminaire ESO/CENS/CRENAU Retour sur la journée d'études du 25 mai Sara Rousseau, stagiaire en communication	p. 2 p. 3 p. 4 p. 4
Accueil de Boris, youtubeur	p. 5
nterview d'Antoine Vion	p. 6
Zoom sur les jeunes chercheurs	
Nouvelle doctorante Louise Mary-Defert Soutenance de thèse	p. 7
Cécile Berrezai	p. 7
Publications	p. 8
Agenda	p. 8

www.cens.univ-nantes.fr









Journée d'études « de l'URSS à l'Europe : enquêter sur les échelles du pouvoir »

Le 7 avril 2022 s'est tenue à la MSH Ange Guépin une journée d'études intitulée « de l'URSS à l'Europe : enquêter sur les échelles du pouvoir », organisée en l'honneur de Martine Mespoulet, professeure de sociologie émérite et chercheuse au CENS, ayant longuement travaillé sur la sociologie des sociétés d'Europe centrale et orientale, la sociologie du communisme et du post-communisme et les rapports entre production de chiffres et pouvoirs. Cette journée ambitionnait de prolonger les pistes ouvertes par M. Mespoulet.

Marie-Pierre Rey, professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, et Donald J. Raleigh, professeur émérite à l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill ont témoigné via Zoom de leur expérience de travail aux côtés de Martine Mespoulet. La première s'est attachée à retracer la trajectoire scientifique de M. Mespoulet ; quant au second, il est revenu sur le travail de terrain à Saratov, ville fermée durant la période soviétique, durant les années 1990. Martine Mespoulet et Donald J. Raleigh étaient les premiers chercheurs étrangers à pouvoir y travailler.

Les interventions de cette journée ont mis en évidence plusieurs éléments : l'intérêt de ne pas oublier la longue durée et la présence du passé dans les pratiques de gouvernement contemporaines, les appropriations locales des réformes nationales, le poids des routines administratives, la désingularisation de la gouvernementalité « néolibérale » et la circulation des pratiques de gouvernement d'Est en Ouest ou encore les effets de générations et du renouvellement des élites dans les évolutions des pratiques de gouvernement.



1. L'État et les groupes professionnels dans le monde communiste

La première table ronde, consacrée à « l'État et [aux] groupes professionnels dans le monde communiste » a réuni quatre chercheurs : Emmanuel Droit, professeur des universités à l'IEP de Strasbourg, Grégory Dufaud, maître de conférences HDR en histoire contemporaine à l'IEP de Lyon, Sylvain Dufraisse, maître de conférences à Nantes Université et membre du CENS, et Gilles Guiheux, de l'Université Paris Cité.

Ces quatre chercheurs ont interrogé les rapports entre société et État dans les sociétés communistes, de l'URSS à la Chine en passant par la République Démocratique d'Allemagne. A partir de leurs recherches et de leurs terrains variés – étude sociographique des agents de la Stasi, étude du milieu des psychiatres et de la production de la psychiatrie en Union soviétique, travaux sur la construction d'une offre marchande

sportive durant les années 1980-1990 en URSS, sur les entrepreneurs en Chine actuelle – ils ont mis en avant, à la suite de Martine Mespoulet, le fonctionnement de l'appareil administratif, la dynamique des groupes sociaux face à l'ouverture au marché ou les formes de constructions de savoirs dans des régimes autoritaires où l'idéologie pouvait peser ou justifier les orientations scientifiques.

2. Saisir l'État à toutes les échelles de gouvernement

La seconde table ronde, intitulée « saisir l'État à toutes les échelles de gouvernement », a accueilli trois chercheurs et chercheuses : Éric Verdier, directeur de recherche émérite au CNRS (Laboratoire d'Économie et de Sociologie du Travail), Alexis Spire, chercheur au CNRS et enseignant à l'EHESS, et Colette Bec, professeure de sociologie émérite à l'université Paris-Descartes. Les intervenants et intervenantes ont éclairé trois aspects du gouvernement des hommes : le développement du chiffre et de formes de quantification pour l'action publique territoriale d'abord, la manière dont les appréhendaient les politiques gouvernements « modernisation de l'action publique » ensuite et enfin, la manière dont pouvait se développer, à partir du cas de la Sécurité sociale, les initiatives administratives.



3. La construction transnationale des politiques en Europe

Enfin, la troisième table ronde, a rassemblé Svetla Koleva, docteure en sociologie et directrice du département « Société du savoir : science, éducation, innovations » à l'Institut d'étude des sociétés et du savoir auprès de l'Académie bulgare des sciences, loana Cirstocea, chargée de recherche au CNRS et membre du Centre de sociologie et science politique, et Olessia Kritchik, enseignante-chercheuse à l'Université Nationale de Recherche, Haut Collège d'Économie à Moscou.

Ces trois chercheuses se sont retrouvées autour de « la construction transnationale des politiques et des savoirs en Europe ». Il s'agissait de comprendre comment se construisent, par des échanges transnationaux, dans des espaces de collaboration identifiés, des savoirs scientifiques et techniques, à partir du cas de la sociologie dans le bloc de l'Est, de la collaboration informatique entre l'URSS et la France ou du développement des Études de genre en Europe centrale et orientale.



Séminaire ESO/CENS/CRENAU - Atlas social de la métropole nantaise

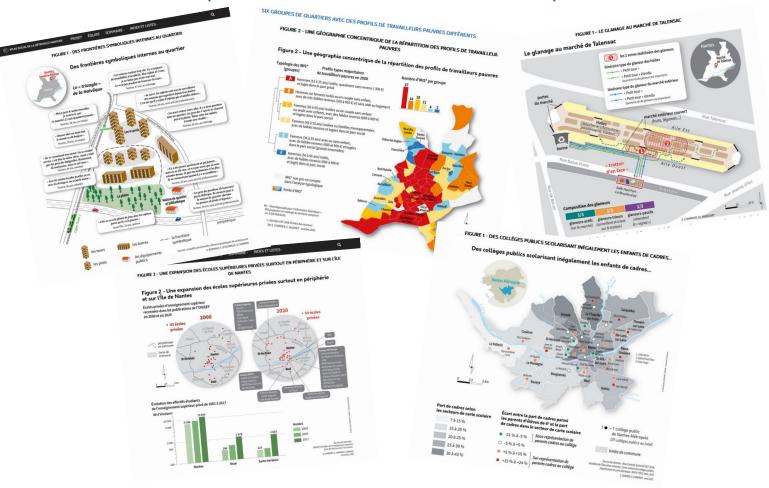
Le 16 mai dernier s'est tenue la 3º édition du séminaire commun aux laboratoires ESO (Espaces et Sociétés), CENS et CRENAU (Centre de recherche nantais Architectures Urbanités), consacré à l'Atlas social de la métropole nantaise, coordonné par François Madoré et Jean Rivière (ESO).

Ce projet collaboratif réunit des chercheurs en sciences sociales autour de l'édition électronique de planches visant à éclairer les réalités sociales qui traversent la métropole nantaise (https://asmn.univ-nantes.fr/). Différentes entrées thématiques sont ainsi alimentées par des publications d'un format volontairement court (5000 signes maximum) et accessible au grand public, appuyées sur des cartes et des croquis mais aussi sur tout support (graphiques, tableaux, photographies, etc.) permettant de rendre compte de la géographie sociale de la ville et de la dimension spatiale des inégalités sociales. Les premières planches ont été mises en ligne à la fin de l'année 2019 et un projet d'édition papier d'une partie d'entre elles est en cours. Si les contributions sont principalement portées par les géographes d'ESO, plusieurs membres du CENS ont déjà produit des planches, à l'instar de Claire Auzuret (« La géographie sociale des travailleurs pauvres nantais »), Elvire Bornand avec Frédérique Letourneux (« Des Batignolles à La Halvêque : des solidarités ouvrières à la disqualification sociale »), Martin Manoury (« Le marché par ses déchets. Les invisibles (glaneurs) de

Talensac »), Sophie Orange (« La privatisation croissante de l'enseignement supérieur nantais »), Tristan Poullaouec avec Cédric Hugrée (« Comprendre les dessous de la carte scolaire »). L'enjeu du séminaire était de permettre un retour réflexif sur la fabrique de quelques planches – choix des matériaux empiriques, représentations privilégiées (cartographiques, graphiques, etc.), les avantages et limites du format – mais aussi de susciter des idées de nouvelles productions. Une trentaine de participants étaient présents tout au long de la matinée d'études, qui s'est tenue à l'IGARUN, campus Tertre.



Extrait de planches consultables sur le site de l'Atlas social de la métropole nantaise





Retour sur la journée d'études « Enquêter en conditions difficiles »

Le 25 mai 2022 s'est tenue à la MSH Ange Guépin une journée d'hommage à Ali El Kenz, notre collègue décédé en novembre 2020.

Trois institutions, qu'Ali El Kenz a grandement participé à faire rayonner localement et internationalement, le CENS (dont il avait d'ailleurs suggéré le nom), la MSH et l'IEA coorganisaient cette journée destinée à revenir conjointement sur l'homme et le chercheur qu'il a été. Ali avait en effet été un compagnon de route de l'IEA (Institut d'études avancées de Nantes) depuis la première heure puisqu'il a dirigé le programme de préfiguration de cette institution, comme Alain Supiot l'a relaté en s'appuyant sur les nombreuses photos qui illustrent cette entreprise.

Les interventions de la matinée étaient centrées sur le

parcours institutionnel et scientifique d'Ali El Kenz via des témoignages de personnes qu'il a croisées sur son chemin, depuis son Algérie natale jusqu'à son arrivée à Nantes au LERSCO (Laboratoire d'études et de recherches sur la classe ouvrière, prédécesseur du CENS) en passant par les années d'exil notamment en Tunisie.

L'après-midi était quant à elle plus directement tournée vers les questions soulevées et les réflexions alimentées par le travail de recherche d'Ali El Kenz. Elle était organisée autour de deux grands enjeux : « (comment) Faire des sciences sociales dans des conditions difficiles » et « La place du chercheur en sciences sociales aujourd'hui ». Ces deux entrées donnèrent lieu à des échanges passionnants : comparaison de terrains de recherche en Russie (à des époques différentes), mais aussi en Chine contemporaine, réflexions sur les dimensions éthiques de la recherche en sciences sociales, sur les approches « critiques », ou encore sur l'autonomie et l'indépendance de la recherche universitaire. Cette journée d'hommage, alliant émotion et réflexion dans la restitution du parcours de notre collègue, a ainsi permis de revenir sur des questions centrales pour les sciences sociales contemporaines.

HOMMAGE À ALI EL KENZ • Parcours personnel et intellectuel d'Ali El Kenz • Ali El Kenz et l'IEA • Faire des sciences sociales dans des conditions difficiles Mercredi 25 mai de 9h à 18h30 à l'IEA/MSH salle A-B 5, Allée Jacques Berque, 44000 Nantes Participer à la réunion à distance: https://uso2web.zoom.us/j@2939136374?pwd=L3R2anBqVE9WUFEvZjREOGIPTGR3dzO9 ID de réunion: 829 3913 6374 Code secret: hommage institut d'études avancées de nantes fondation reconnue d'utilité publique

Sara Rousseau, stagiaire en communication



Sara Rousseau, étudiante en seconde année de DUT Information et Communication à l'IUT de la Roche-sur-Yon, a été recrutée en tant que stagiaire chargée de communication pour une durée de deux mois d'avril à mai 2022.

Le choix de ce stage au sein du CENS s'est inscrit dans son projet professionnel orienté vers la recherche et l'enseignement en sciences humaines et sociales. Ce stage lui a permis de découvrir de manière plus concrète les spécificités et les enjeux de la recherche en sociologie, d'observer comment se crée et s'entretient l'ancrage national et international d'un laboratoire tout en participant à sa communication.

Ses missions se sont articulées en différentes parties. Durant le mois d'avril, Sara a encadré le youtubeur Boris Ottaviano, dit Sociologeek, pour le projet VidéoLabo dont le but est de faire découvrir, au travers d'une vidéo, ce qu'est le métier de sociologue (voir article page suivante). Puis Sara a oeuvré à la réalisation d'un livret d'accueil pour les nouveaux et nouvelles arrivantes au laboratoire ainsi qu'à la création d'un trombinoscope pour accompagner ce livret. Elle a aussi été chargée de l'alimentation et de la mise à jour du

site internet du laboratoire et de l'écriture de certains articles pour la lettre du CENS.

Suite à cette expérience, Sara souhaite poursuivre ses études en information-communication pour devenir maîtresse de conférences ou pour se spécialiser dans la communication des organisations.



Accueil de Boris, youtubeur

Boris Ottaviano, professeur de SES dans un lycée et youtubeur, a été accueilli au CENS dans le cadre du projet VidéoLabo, projet dans lequel des laboratoires nantais accueillent pendant une semaine des vidéastes scientifiques. Ceux-ci ont carte blanche pour produire une vidéo de vulgarisation scientifique qui sera diffusée sur la plateforme Youtube. Boris répond aux questions de Sara Rousseau, stagiaire en communication.

Pouvez-vous nous parler de votre chaîne YouTube ? Quand et pourquoi l'avoir créée ?

J'ai lancé ma chaine YouTube, SocioloGeek, en 2015 si je me souviens bien. Je venais de terminer mon master 2 de sociologie. J'en étais arrivé à ce grand moment dans ma vie où je me posais beaucoup de questions et surtout, j'hésitais entre deux grandes voies, soit passer les concours d'enseignement pour devenir prof, soit faire une thèse en sociologie. Ça a vraiment été pour moi un choix existentiel que j'ai été dans l'incapacité de faire, d'autant que mon mémoire de master ne s'était pas très bien passé. J'ai donc pris une



année de césure pour réfléchir et ne pas prendre cette décision à la légère puisqu'une thèse, c'est quand même 4 ans minimum, ce n'est pas une petite décision.

Durant cette année, j'étais pion dans un lycée et j'ai rapidement manqué de stimulation intellectuelle. J'avais une pile de bouquins qui n'attendaient que d'être lus, puisqu'en master, je n'avais pas le temps, mais je n'arrivais pas à trouver la motivation puisque j'étais sans but précis. Parallèlement, moi, j'étais très fan de vulgarisation sur YouTube, c'était quelque chose que je consommais beaucoup et j'aurais adoré trouver ce type de vidéos en sociologie, mais ça n'existait pas. Je me suis dit alors que j'allais le faire, tout en me posant ces fameuses questions autour de la légitimité et du sentiment d'imposteur mais puisque je sortais d'un master 2 en sociologie, je me suis lancé.

J'ai commencé avec trois bouts de ficelle, c'est un copain qui étudiait l'audiovisuel qui m'a prêté son appareil photo et qui m'a appris comment faire mes premiers pas sur un logiciel de montage.

J'ai finalement passé mon concours de l'enseignement. L'année de préparation était très intense et ensuite, les premières années d'enseignements, on a tous les cours à préparer, par conséquent j'ai fait moins de vidéos. Donc, mine de rien je n'ai pas une activité très grande sur ma chaîne. Par ailleurs j'ai écrit dernièrement un bouquin, toujours en lien avec culture pop' et sociologie, ce qui fait que le temps libre en dehors de mon métier était déjà occupé. Maintenant, mon livre¹ est terminé, il est sorti le mois dernier, j'ai plus de temps à consacrer à ma chaîne. J'ai aussi appris à monter plus rapidement, ce qui me permet de gagner du temps.

Et quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans la création de ces vidéos ?

Mon gros problème, c'est de faire des formats courts. À chaque fois je me dis que je vais faire une vidéo de 10 minutes, mais finalement elle en fait 35. Donc ensuite, le montage d'une vidéo de 35 minutes est beaucoup plus long, on veut garder plus de choses

Qu'est-ce qui vous a donné envie de faire le projet VidéoLabo?

Je suis membre depuis deux ans du Café des sciences, une association de vulgarisateurs scientifiques sur internet, qui regroupe des gens qui, comme moi, ont des chaînes YouTube ou bien des blogs. On reçoit des mails via une liste de diffusion, et c'est par ce biais que j'ai pris connaissance du projet VidéoLabo. Dans un premier temps j'ai simplement regardé par curiosité, parce que d'habitude, ce genre de projet est surtout adressé aux sciences dures. Il y avait quatre sujets, dont celui de sociologie, qui était sur des questions qui moi me passionnent, comme l'épistémologie, ce que c'est concrètement la sociologie, etc. Et puis c'était des questions qui m'avaient déjà été posées sur ma chaîne, donc je me suis dit que c'était super.

Et finalement, qu'en avez-vous pensé?

L'expérience est très cool, je suis passionné de sociologie alors discuter avec des chercheurs qui me racontent leurs recherches et qui sont eux-même passionnés, je suis dans mon élément. Après, l'inconvénient et l'avantage du format, c'est la carte blanche; parce qu'on m'a laissé faire ce que je voulais, ce qui est très bien, mais c'est aussi la difficulté dans le sens où je peux aller dans toutes les directions. Je fais des entretiens assez longs, qui durent entre une et deux heures et j'aborde plein de sujets, donc je finis par me demander si je vais réussir à faire un truc cohérent. Mais ce qui serait possible aussi, et c'est ce sur quoi je commence à réfléchir, c'est de faire deux ou trois vidéos. La vidéo officielle bien sûr, mais aussi une vidéo par chercheur et chercheuse, ou par angles de recherche, pour continuer à exploiter le contenu que j'ai récolté. C'est un format que je veux faire depuis longtemps sur ma chaîne, puisque pour le moment j'aborde surtout des questions classiques, en parlant par exemple de Bourdieu ou de Durkheim, mais je me dis qu'en fait, ce qui est intéressant en sociologie, c'est la recherche en train de se faire, ce sont les coulisses de la science. Donc l'optique d'échanger avec des chercheurs, de faire un format plus détendu sous forme d'interview, je voulais le faire depuis longtemps. Non seulement ça permet de parler de l'actualité de la recherche, mais c'est aussi plus simple techniquement en termes de montage.

Au-delà du projet, j'ai été très bien accueilli, avec beaucoup de gentillesse. Les membres du CENS qui ont accepté de me rencontrer ont été très diserts sur leurs recherches, tu sens que ce sont des personnes qui aiment ce qu'elles font et ça, ça joue beaucoup.

¹ Ottaviano Boris, Comprendre le monde avec la pop culture ou Comment les héros de nos fictions éclairent notre réel, Paris, First Editions, 2022, 184 pages.

Interview d'Antoine Vion



Antoine Vion, préfigurateur et futur directeur adjoint de l'École doctorale Sociétés-Temps-Territoire (STT) Maine-Loire répond aux questions d'Anaïs Hachet, doctorante au CENS.

Pour commencer, pouvez-vous résumer le rôle de l'école doctorale ?

Tout d'abord, il y a la sélection des doctorants et l'enregistrement de contrats doctoraux puis tout ce qui est l'organisation administrative des études doctorales. Il y a aussi un deuxième rôle qui est un rôle de formation destinée aux doctorants. Aujourd'hui ça se fait dans le cadre du pôle doctoral, c'est-à-dire que la politique de Nantes Université consiste à essayer de proposer un maximum d'interdisciplinarité pour que les doctorants des SHS puissent aussi suivre des formations en santé, en science, etc. La troisième chose, c'est que l'école doctorale est aussi un lieu de centralisation des informations pour les doctorants et docteurs, notamment sur les opportunités professionnelles. On a ces trois grandes fonctions et la grande nouveauté, c'est qu'on passe d'un format d'une école doctorale Bretagne Loire à une école doctorale Maine Loire à la rentrée.

Qu'est-ce qui va changer suite à ce passage d'une école doctorale Bretagne Loire à une école doctorale Maine Loire ?On va être sur un périmètre géographique moins important. Auparavant on avait Le Mans, Angers, Nantes, UBO, UBS, Rennes 1 et Rennes 2. Dorénavant ce sera Nantes, Angers et Le Mans. C'était très vaste et difficile à gérer. On devrait travailler à taille plus humaine.

Quel est votre rôle au sein de l'école doctorale ?

J'étais préfigurateur de 2020 à 2022, ce qui consistait à négocier avec l'université dans le cadre de l'évolution de ces écoles. Ça consistait aussi, et on y travaille toujours, à voir comment mettre en œuvre toutes les réformes en cours qui sont nombreuses. Tout notre travail consiste à essayer d'avoir des règles qui soient les plus adaptées possibles aux SHS dans un contexte où elles ne sont pas définies pour les SHS. En tant que directeur adjoint, je vais maintenant avoir deux fonctions. D'une part je vais m'occuper du site nantais, donc des relations avec les laboratoires et les doctorants évidemment. D'autre part, je vais m'occuper plus généralement des questions d'insertion professionnelle des doctorants et docteurs.

Qu'est-ce qui vous a donné envie de prendre cette responsabilité ?

J'arrivais d'Aix-Marseille et je n'avais jamais exercé cette responsabilité que je trouve intéressante. Deux choses me tiennent à cœur. La première est de veiller à ce que les relations de travail dans la préparation des thèses se passent bien. Ça signifie d'une part que les doctorants soient dans un environnement favorable, en termes d'environnement scientifique, d'échanges, d'opportunités d'insertion dans des réseaux, d'être dans des séminaires intéressants. Je suis motivé d'ailleurs par la revue *Passerelle* qui est une très bonne initiative. Je suis d'autre part sensibilisé aux bonnes relations d'encadrement, en premier lieu à veiller à ce que les choses se passent dans le respect, sans harcèlement. La deuxième chose qui me tient à cœur depuis longtemps, c'est vraiment d'accompagner les doctorants sur les questions d'insertion professionnelle. Aujourd'hui il y a plein de possibilités qui peuvent s'ouvrir. De plus en plus d'organisations publiques ou privées souhaitent recruter des docteurs en SHS. Il faut resserrer les liens et créer des espaces de collaboration.

Quelles sont les grandes missions qui attendent l'école doctorale ?

On va avoir beaucoup de transitions à gérer. On a tout un règlement intérieur qui est en négociation dans le cadre du pôle doctoral, concernant notamment le suivi des thèses ou encore le catalogue de formation pour lequel on veut plus de transversalité. On travaille aussi à l'école doctorale sur la question de gestion des données. On peut avoir l'impression que ce ne sont que des contraintes très lourdes qui pèsent sur les enquêtes, mais il faut aussi le voir comme un ensemble d'opportunités professionnelles car beaucoup d'organisations sont aujourd'hui en demande de gens qui savent faire.

Vous avez parlé de réformes en cours. Est-ce que cette période de renouvellement politique va impacter les orientations de l'école doctorale ?

Il y a déjà des réformes sur ce qu'on appelle les *graduate schools*, qui est l'idée d'avoir une partie des études doctorales qui soient d'emblée très liées au master avec des financements de recherche qui soient assurés pour l'ensemble du cycle master-doctorat. Le point qui est compliqué, c'est que Nantes Université joue sur les deux grands points que sont l'industrie et la santé du futur. On voit bien que c'est en train de devenir un modèle et les SHS ne sont pas complètement concernées. Puisque la nouvelle ministre vient de Paris Saclay où cela s'est généralisé, on peut imaginer que dans les années qui viennent on nous incite très fortement à réorganiser l'ensemble du cycle. Ça peut être un très gros enjeu de réforme. Je ne suis pas très inquiet en ce qui concerne la sociologie, la géographie ou l'histoire, mais c'est plus compliqué pour des disciplines comme l'archéologie. L'idée est de défendre au mieux toutes les SHS. Ce qui me rend optimiste, c'est qu'on a des équipes expérimentées. Je pense que l'expérience collective fait qu'on a suffisamment de capacités d'action pour gérer au mieux.



ZOOM sur les jeunes chercheurs

Nouvelle doctorante

Louise Mary-Defert



Après avoir étudié, dans le cadre de ses deux mémoires de recherche, le poids des rapports sociaux de genre et de soin dans la prise en charge des personnes atteintes d'endométriose puis les enjeux soulevés par les mouvements sociaux de lutte contre l'endométriose au travers des notions de travail de malade et de pair-aidance (université Paris Nanterre), Louise Mary-Defert rejoint le CENS pour y débuter une thèse sur « Les recompositions sociales, techniques et politiques de l'aidance » sous la direction de Pascale Moulévrier et Clémence Ledoux, financée par l'association Française des Aidants.

Depuis une vingtaine d'années, les pouvoirs publics font la promotion du maintien à domicile des personnes en situation de dépendance et/ou de handicap afin de réduire le nombre d'Hospitalisations Potentielles Évitables, dans une logique de maîtrise des dépenses publiques liées au grand âge et au handicap. L'appui et

la reconnaissance des aidants familiaux, dont on sait qu'ils et elles jouent un rôle fondamental dans le maintien à domicile des personnes dépendantes, ainsi que le développement de dispositifs techniques et numériques censés les y aider, s'inscrivent dans ce projet politique d'envergure locale, nationale et européenne. Cette thèse proposera d'interroger les politiques d' « aide aux aidants » du point de vue non pas de ceux qui les construisent mais de ceux qui en sont les destinataires, en s'intéressant en particulier aux dispositifs techniques et numériques s'adressant à eux. Penser le quotidien des proches aidants au prisme de ces dispositifs techniques et numériques soulève une série de questionnements sur le travail des aidants et sa recomposition : de quoi le travail des aidants est-il fait ? L'utilisation d'outils permet-elle un remplacement de certaines tâches, et si oui, desquelles ? Sur les relations de l'aidance : la mobilisation de la technique et des outils numériques mène-t-elle à une renégociation de l'attribution des tâches entre aidants, entre aidants et professionnels ? Sur les conditions matérielles de l'aidance : peut-on en augurer un allègement des formes de pénibilité spécifiques à ce type de travail, et pour qui ? Enfin sur l'appréhension de ces dispositifs dans le cadre de l'aidance : introduisent-ils de nouvelles tâches, techniques et/ou de nouvelles manières de pratiquer et de concevoir l'aide ? Quelles connaissances les usagers de ces outils ont-ils/elles des droits encadrant les objets ou les personnes avec lesquels le numérique les met en relation ? L'objectif principal de cette thèse sera de produire des connaissances nouvelles quant aux effets, d'une part des débats nationaux et européens de promotion de l'aidance à domicile et des dispositifs qui y sont associés et d'autre part de la technicisation et de la numérisation, sur les cadres matériels et normatifs de l'aidance. Il s'agira, pour ce faire, de réaliser une « ethnographie des aidants » afin d'analyser l'impact des transformations politiques de l'aidance ainsi que les modalités de diffusion et d'utilisation d'outils techniques et numériques dans l'activité des aidants.

Soutenance de thèse

Cécile Berrezai



Cécile Berrezai a soutenu le 22 mars 2022 sa thèse de sociologie intitulé « "Pompiers en colère" : de la socio-histoire des Services d'incendie et de secours aux réalités contemporaines du malaise pompiers », sous la direction de Pascale Moulévrier et Romain Pudal.

En octobre 2019, une manifestation nationale de pompiers professionnels pour la revalorisation de la prime de feu aboutit à des confrontations avec des forces de l'ordre dans les rues de Paris.

D'autres mouvements sociaux nationaux ou locaux ont pu s'observer durant les 50 dernières années, menés, pour les plus récents, contre la réforme de la filière des pompiers professionnels, ou encore, en Pays de la Loire, contre les politiques managériales et gestionnaires des services d'incendie et de secours. Ces manifestations publiques d'un mécontentement peuvent d'autant plus frapper un observateur extérieur qu'elles sont le fait d'une corporation incarnant dans le sens commun, le désintéressement et le dévouement à la cause publique.

Ce travail de recherche entend montrer que les manifestations des pompiers et les tensions qui traversent leur corporation, se saisissent au détour d'une analyse socio-historique de l'institutionnalisation de ce métier construit comme un service public singulier, d'un corps professionnel progressivement érigé en une figure héroïque et des transformations plus contemporaines de l'organisation des services d'incendie soumis comme tant d'autres au new public management. Cette recodification de la profession des pompiers, et du sens donné au service public, est au centre des dissensions entre pompiers. Les plus gradés d'entre eux, les plus dotés socialement et scolairement, ayant développé un goût pour la chose économique, sont les plus consacrés par l'institution et les plus portés à défendre une vision du métier où les pompiers n'ont pas de prix mais ont un coût. Les pompiers exécutants, les plus près de la cause au quotidien, les moins dotés scolairement, sont les plus impactés dans leur avancement de carrière comme dans leur travail par les logiques budgétaires des services publics. Moins ajustés aux redéfinitions de la profession, se trouvant dans un métier qu'ils pensaient valorisant et où ils sont dévalorisés au quotidien, ces derniers tendent progressivement à perdre le « feu sacré ».

Jury

Sébastien Fleuriel, Professeur, Nantes Université

Matthieu Hely, Professeur, Université Paris-Saclay

Béatrice Hibou, Directrice de recherche, Sciences Po Paris

Elodie Lemaire, Maîtresse de conférences, Université de Picardie Jules Verne

Pascale Moulévrier, Professeure, Nantes Université

Laurence Proteau, Maîtresse de conférences, Université de Picardie Jules Verne

Romain Pudal, Chargé de recherche, Nanterre

Publications

Sophie Orange, Fanny Renard, Des femmes qui tiennent la campagne, Paris, La Dispute, 2022, 232 pages



Face au retrait de l'État social des campagnes, une « bande de femmes » participe à tenir les services essentiels : petite enfance, enfance, grand âge. Face à la disparition des cafés et des lieux de sociabilité traditionnels, une armée de réserve de bénévoles au féminin s'engage dans l'animation des associations et des institutions locales : bibliothèques municipales, associations de parents d'élèves, clubs sportifs, casernes de pompiers, etc. Face à la fermeture des commerces de proximité, quelques professions résistent malgré tout dans les communes, comme les coiffeuses et esthéticiennes. Et si elles tiennent la campagne, c'est que des institutions locales comme l'école, les missions locales, les entreprises ou encore les collectivités territoriales n'ont pas intérêt à ce qu'elles la quittent. Appuyé sur une enquête par entretiens auprès de jeunes femmes âgées de 20 à 30 ans, ce livre donne à voir leur contribution au dynamisme des villages, à la solidarité intergénérationnelle et au marché du travail en zone rurale, mais encore des ressources qu'elles déploient pour

Articles dans des revues à comité de lecture

Balland L., David M., « L'hétéronomie des savoirs. Déterminations et concurrences disciplinaires de l'offre de sociologie en Écoles supérieures du professorat et de l'éducation », Sociétés contemporaines, 2021/4 (N° 124), p. 5-35.

David M., « Des terrains incomparés ? La transmission des savoirs dans les disciplines et les institutions d'enseignement », Terrains/ Théories [En ligne], 14 | 2021, mis en ligne le 02 décembre 2021.

Manoury M., « Le glanage alimentaire en milieu urbain, ou la constitution de "protections rapprochées" », Tracés, 41, 2, 2021, p. 123-143.

Chapitres d'ouvrages

Lemêtre C., Orange S., « Lost in orientation : les bachelières professionnelles face à la poursuite d'études », in J. Benet-Rivière et S. Depoilly (dir.), Inégalité de genre dans l'enseignement et la formation professionnels, Lille, PUS, 2022, p. 53-76.

Meroueh S., « Enfance et adolescence », in M. Clerc (dir), Sociologie des âges de la vie, Paris, Atlande, 2022, p. 77-139.

Michel J., « Être blacklisté au Mali. Des journalistes dissidents dans le giron de l'armée ? », in G. Daho, F. Pouponneau et J. Siméant-Germanos, Entrer en guerre au Mali. Luttes politiques et bureaucratiques autour de l'intervention française, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2022, p. 175-194.

Suteau M., « Avec ou contre l'école ? Quand le niveau scolaire des apprentis devient un problème pour l'artisanat (1945-1970) », in P. Kergoat, D. Maillard (dir), Garçons et filles en apprentissage, Représentations, transformations, variations, Coll. Le travail en débats, Cereg, Toulouse, Octares éditions, 2022, p. 95-106.





Journées du CENS

24 et 25 juin 2022, Pénestin

Avec les interventions de Muriel Darmon, Daniel Maurer, Kheloudja Amer, Antoine Ferro et Karine Lamarche



Colloques, Journées d'études

27 octobre 2022

S'engager, gager, se dégager. Les ficelles de l'ethnographe à l'épreuve de son terrain, Nantes

Octobre 2022 (date à préciser)

Journée d'études autour des deux derniers ouvrages de Sylvain Laurens, co-organisée avec le Centre François Viète et la MSH Ange Guépin

21 et 22 novembre 2022

Inégalités socio-territoriales de prise en charge des patient-e-s atteint-e-s de cancer en France, co-organisé par le CENS, Sophiapol et la MSH Paris Nord

24 et 25 novembre 2022

Colloque pluridisciplinaire Des fonctionnaires immunisés? Invisibilité de la santé au travail dans la fonction publique, Nantes

Comité éditorial

Directeur, directrice de publication

Romuald Bodin, Séverine Misset

Comité de rédaction

Marie Arbelot, Marie Charvet, Anaïs Hachet, Sophie Orange

Secrétaires de rédaction et réalisation

Sara Rousseau, Laurence Tual

Contributions à ce numéro

Cécile Berrezai, Sylvain Dufraisse, Louise Mary-Defert, Boris Ottaviano, Boris Vinogradov, Antoine Vion

CFNS

Chemin de la Censive du Tertre, 44312 NANTES Cedex 3

cens@univ-nantes.fr